



Déclaration de la FSU 91 CTSD du 13 juin 2019 (assistance éducative)

Madame la directrice académique,

L'an dernier lors de ce même CTSD consacré à l'assistance éducative, les élus FSU tiraient la sonnette d'alarme sur les projets dangereux et réactionnaires du gouvernement qui s'attaquaient aux protections collectives et aux solidarités. Aujourd'hui, force est de constater que la situation n'a fait qu'empirer. Après Parcoursup saison 1 et tous ses aléas que nous avons dénoncés l'an passé, voici la saison 2 : échec confirmé et même amplifié avec le bug des affectations, source de stress et d'angoisse des futurs bacheliers ! Peut-être est-ce là une prépa commando pour habituer les jeunes à ce qui les attend ? L'année scolaire toute entière a été ponctuée de mesures, toutes plus injustes et plus inadéquates les unes que les autres, qui avaient pour point commun de dégrader plutôt que d'améliorer notre système : école de la confiance, décret sur une 2^{ème} HSA imposable et moins bien payée, réforme du baccalauréat et du lycée, et à venir la réforme sur les retraites.... Nous appelions à plus de justice et d'égalité dans notre système éducatif, à une amélioration de nos conditions de travail et de rémunération, mais c'est tout le contraire qui nous est imposé par la force, sans aucun dialogue et avec un grand mépris !

Pour la 3^{ème} année consécutive, l'Essonne n'aura pas de moyens supplémentaires en assistance éducative, alors qu'on compte près de 4500 élèves en plus sur cette période ! Plus d'élèves, moins d'adultes : voilà la réponse apportée à la situation alarmante que connaît l'école ! Cette réponse s'inscrit dans la logique d'une politique de restriction engagée depuis des années et renforcée par le gouvernement actuel ! Moins de professeurs avec la 2^{ème} HSA, moins d'agents avec la mutualisation, moins d'AED avec la fin des contrats aidés, moins d'AESH avec les PIAL... Qui sera responsable des événements qui surviendront du fait de ce manque d'encadrement ? L'an dernier à la même époque, on nous avait au moins donné connaissance des moyens provisoires qui pouvaient être déployés pour gérer la pénurie et les urgences. Cette année, le CTSD se tient avant le CTA et ne nous garantit aucune visibilité sur ces moyens supplémentaires. Autant dire que l'inquiétude est grande. Alors qui est irresponsable ?

A l'heure de la promotion de l'école inclusive, à l'heure où l'on demande aux enseignants d'accueillir tous les élèves et de s'adapter à leurs besoins, on nous impose pourtant, en matière d'encadrement, une gestion des moyens aberrante et déconnectée de l'humain et du terrain, qui ne tient aucunement compte des besoins. Pour exemple, le lycée professionnel Alexandre Denis de Cerny sur le point de devenir lycée polyvalent qui ne reçoit aucun moyen supplémentaire ! Pour exemple, le collège Juliette Adam de Gif-sur-Yvette qui se voit attribuer le taux affligeant d'1 surveillant pour 200 élèves ! L'assistance éducative, sans laquelle un établissement ne peut fonctionner sereinement, est aussi maltraitée que le corps enseignant contraint de travailler dans des classes surchargées où il faut gérer une grande hétérogénéité. Rien ne change, nous dit-on ? Et pourtant les effectifs ne cessent de

changer et d'augmenter, sans moyens supplémentaires pour les encadrer ! Nous vous le demandons une fois encore : qui est irresponsable ?

Face à une situation d'une telle gravité, la FSU et ses syndicats, au sein d'une large intersyndicale (CGT, SUD, CNT, SNALC), et avec le soutien émouvant de l'UNL, appellent à faire grève le 17 juin, premier jour du baccalauréat. Cela est tout à fait inédit : face à l'attitude intransigeante et au refus de dialogue de notre ministre, c'est bien lui le responsable de ce désordre. En effet, depuis des mois, les enseignants, experts du terrain, ont montré leur profond désaccord avec la politique menée par le gouvernement. Dans l'Essonne, de nombreuses actions ont été organisées : Nuit des lycées, démission de professeurs principaux, enterrement de l'école de la République (à Palaiseau, aux Ulis, à Savigny-sur-Orge, à Sainte-Geneviève-des-Bois...), mais aussi bien d'autres manifestations locales qui d'ailleurs se poursuivent encore, comme à Massy par exemple. Le ministre, et plus largement le gouvernement, n'ont aucune écoute pour ces mobilisations, qui sont pourtant sans précédent.

C'est pourquoi au ministre Blanquer, qui met en cause la responsabilité des enseignants, nous répondons que l'irresponsabilité est du côté du gouvernement, qui ne respecte pas le dialogue social, qui ne respecte pas les organisations syndicales, et qui mène une politique de destruction de notre école publique républicaine. Alors que notre société connaît des difficultés sociales importantes, l'école, qui devrait être le vecteur de l'épanouissement social et le rempart contre les obscurantismes quels qu'ils soient, devient le réceptacle des inégalités sociales et surtout contribue à les perpétuer. Parce que l'Education Nationale est aux urgences, et malgré la surdité dont fait preuve le ministre Blanquer, la FSU n'aura de cesse de clamer les besoins et de réclamer les moyens indispensables pour une éducation, nationale, juste et émancipatrice, digne des enjeux du XXIème siècle.